

**C.I.D.F.F. BAS-RHIN**

**CENTRE D'INFORMATION SUR LES  
DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES**

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les  
Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

**C.I.D.F.F.BAS-RHIN**

**CENTRE D'INFORMATION SUR LES  
DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES**

Siège social : 24, Rue du 22 Novembre  
67 000 STRASBOURG

Association Loi Locale Tribunal de Strasbourg Vol 34 folio 78  
SIRET n° 305 833 691 00028

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les  
Comptes Annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

## **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels**

Mesdames, Messieurs,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIDFF 67 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## ***Indépendance***

Nous avons effectué notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justifications des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les postes de « produits constatés d'avance » et de « produits à recevoir » au titre de subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur les éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications des documents adressés aux membres**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les éléments financiers du rapport d'activité du Conseil d'administration, et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau du 21 mars 2024 .

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercices professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé dans l'article L 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

CIDFF 67  
Comptes Annuels  
Exercice clos le  
31 décembre 2023

*Fait à Strasbourg, le 29 avril 2024*

Le commissaire aux comptes

**BORLOT Audit**

**Annick BORIS-ISSENMANN**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Annick Boris-Issenmann', is written over three horizontal lines. The signature is fluid and cursive, with the first line being the top of the signature area, the second line being the middle, and the third line being the bottom.

## BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	5 511	5 511				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions	33 029	33 029				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	63 129	57 341	5 788	4 874	914	18.75
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières (1)</b>						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	3 000		3 000		3 000	
	Autres	150		150	150		
	<b>Total I</b>	104 819	95 881	8 938	5 024	3 914	77.91
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances (2)</b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	44 439		44 439	47 118	2 678	5.68
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	127 148		127 148	139 220	12 072	8.67
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	458 045		458 045	458 647	602	0.13
	Charges constatées d'avance (2)	4 258		4 258	3 977	281	7.07
	<b>Total II</b>	633 890		633 890	648 962	15 071	2.32
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	738 709	95 881	642 828	653 986	11 157	1.71

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

## BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres</b>						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	60 229		60 229			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité	4 371				4 371	
	Autres						
	Report à nouveau	166 043		126 701		39 342	31.05
	<b>Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)</b>	38 764		43 713		4 949	11.32
	<b>Situation nette (sous total)</b>	269 407		230 643		38 764	16.81
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement	993		1 272		278	21.88
	Provisions réglementées						
	<b>Total I</b>	270 400		231 914		38 486	16.59
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés						
	<b>Total II</b>						
	Provisions pour risques	81 046		80 854		192	0.24
	Provisions pour charges	43 100		74 085		30 985	41.82
DETTES (1)	<b>Total III</b>	124 146		154 939		30 793	19.87
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)			6 250		6 250	100.00
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	28 225		37 628		9 403	24.99
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	122 653		114 985		7 668	6.67
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	705		12		693	NS
	Instruments de trésorerie						
DETTE DE CONVERSION	Produits constatés d'avance	96 700		108 258		11 558	10.68
	<b>Total IV</b>	248 282		267 132		18 850	7.06
	Ecarts de conversion passif (V)						
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	642 828		653 986		11 157	1.71

(1) Dont à plus d'un an  
Dont à moins d'un an

151 582 158 875

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>						
Cotisations		460			460	
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	341 088		230 111		110 977	48.23
Parrainages	104		313		208	66.67
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	989 847		1 072 095		82 248	7.67
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels	11 135		1 200		9 935	827.88
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières	22 946		48 434		25 488	52.62
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	74 580		43 033		31 547	73.31
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	1 545		699		846	120.97
<b>Total I</b>	<b>1 441 704</b>		<b>1 395 884</b>		<b>45 820</b>	<b>3.28</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	234 317		237 374		3 057	1.29
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	54 973		54 050		922	1.71
Salaires et traitements	852 308		784 654		67 654	8.62
Charges sociales	240 345		213 620		26 725	12.51
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 950		4 683		1 733	37.01
Dotations aux provisions	19 115		58 115		39 000	67.11
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	1 633		998		635	63.68
<b>Total II</b>	<b>1 405 641</b>		<b>1 353 495</b>		<b>52 146</b>	<b>3.85</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>36 063</b>		<b>42 389</b>		<b>6 326</b>	<b>14.92</b>

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	2 423		1 204		1 218	101.17
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
<b>Total III</b>	2 423		1 204		1 218	101.17
<b>Charges financières</b>						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
<b>Total IV</b>						
<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>	2 423		1 204		1 218	101.17
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)</b>	38 486		43 594		5 108	11.72
<b>Produits exceptionnels</b>						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital	278		120		159	132.48
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
<b>Total V</b>	278		120		159	132.48
<b>Charges exceptionnelles</b>						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
<b>Total VI</b>						
<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>	278		120		159	132.48
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>						
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>						
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	1 444 405		1 397 208		47 197	3.38
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	1 405 641		1 353 495		52 146	3.85
<b>5. EXCEDENT OU DEFICIT</b>	38 764		43 713		4 949	11.32

**ANNEXE COMPTABLE**

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023, dont le total est de 642 828 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un excédent de 38 764 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.  
Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

**A. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable général issu du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence aux règles et méthodes décrites ci-dessus :

**1. Stocks**

Néant.

**2. Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale

**B. CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**

**1. Amortissements et provisions pour dépréciations**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :  
-immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif.  
-immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>DUREE</b>	<b>MODE</b>
Immob. Incorporelles	1 an	Linéaire
Agencements des constructions	5 ans	Linéaire
Matériel de transport	néant	Linéaire
Matériel de bureau, informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

Tableau des mouvements sur immobilisations et amortissements ci-dessous :

<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>Valeur brute début exercice</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Valeur brute fin exercice</b>
<b>Immobilisations incorporelles :</b>	<b>5 511</b>			<b>5 511</b>
Autres immobilisations incorporelles	5 511	0	0	5 511
<b>Immobilisations corporelles :</b>	<b>92 294</b>	<b>3 864</b>		<b>96 158</b>
Agencements, installations Strasbourg	31 913			31 913
Agencements, installations Haguenau	1 116			1 116
Matériel de bureau et informatique Strasbourg	35 621	2 138		37 759
Matériel de bureau et informatique Haguenau	13 911			13 911
Mobilier	9 733	1 726		11 459
<b>Immobilisations financières :</b>	<b>150</b>	<b>3 000</b>		<b>3 150</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>97 955</b>	<b>5 608</b>		<b>104 819</b>

<b>IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES</b>	<b>Amortissements début exercice</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Amortissements fin exercice</b>
Autres immobilisations incorporelles	5 511			5 511
Agencements, installations Strasbourg	31 913			31 913
Agencements, installations Haguenau	1 116			1 116
Matériel de bureau et informatique Strasbourg	33 738	2 213		35 951
Matériel de bureau et informatique Haguenau	13 911			13 911
Mobilier	6 742	737		7 479
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>92 931</b>	<b>2 950</b>		<b>95 881</b>

## **2. Provisions pour risques et charges**

Les provisions constituées cette année couvrent trois natures de risques et charges :

- une provision pour risque sur la subvention perçue par le FSE au cours de l'année, elle est calculée en appliquant un taux forfaitaire de 8 % de la subvention perçue, on retient les subventions perçues à ce titre sur les 10 dernières années, durée correspondant aux contrôles du FSE
- une provision pour charges de salaires au titre d'une prime de fin d'année à verser à l'ensemble des salariés.e.s.
- une provision a été constituée pour des travaux de réfection des sols dans les locaux de Strasbourg.

## **3. Fonds dédiés**

Néant

## **4. Subventions d'équipement**

Le montant de la subvention d'équipement s'élève à 1.391,25 € au 1er janvier 2023.

Cette dernière a été destinée au financement du mobilier.

Cette subvention d'investissement a été reprise dans le compte de résultat de la manière suivante :

- reprise au même rythme que les amortissements des immobilisations subventionnées

## **C. AUTRES POSTES**

### **1. Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **2. Disponibilités**

Il s'agit des sommes disponibles en banque

### **3. Charges constatées d'avance**

Elles sont liées à la gestion courante.

### **4. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit**

Néant

### **5. Dettes fournisseurs, fiscales et sociales**

L'ensemble de ces dettes sont liées à l'exploitation et sont acquittées aux échéances normales.

Les charges à payer représentent :

- au titre des dettes fournisseurs : 15 216 €
- au titre des dettes sociales : 78 086 €
- au titre des dettes fiscales : 7 579 €

## 6. Produits à recevoir

Les produits à recevoir représentent au titre des subventions à percevoir la somme de 126 224€.  
Ce montant a été déterminé en tenant compte des conventions pour lesquelles un solde sera perçu en 2024 après envoi à nos différents financeurs d'un bilan quantifié et chiffré des actions concernées.

## 7. Produits constatés d'avance

Il s'agit de produits encaissés auprès des financeurs mais échelonnés en fonction de la durée de la convention.  
Le montant à reporter sur l'exercice suivant est de 96 700 €.

## 8. Effectif

L'effectif moyen de l'association est de 24,02 ETP (équivalent temps plein),

L'exercice a enregistré des mouvements significatifs :

- de départ : 6 personnes ont quitté la structure dont 3 CDD en fin de mission et 1 contrat d'apprentissage
- d'entrée : 5 personnes ont rejoint la structure dont 2 CDD.

## 9. Produits d'exploitation

~~Prestation de services : sont enregistrées sous cet intitulé toutes les factures émises dans le cadre des interventions dans les établissements scolaires, les formations en entreprises, les bilans de compétences. Figurent également dans cette rubrique la participation des usager.ère.s dans le cadre des consultations de médiations familiales, l'action en cotraitance qui a été mise en place en 2021 dans le cadre d'un marché avec France Travail (pour mémoire il s'agit d'une animation de différents ateliers à destination des bénéficiaires de France Travail), les factures et/ou appels de fonds dans le cadre de nos échanges avec la Fédération Nationale et Régionale des CIDFF.~~

Subventions : ce poste comprend l'ensemble des financeurs et partenaires, à savoir les collectivités publiques nationales, territoriales, locales, le fonds social européen, la caisse d'allocations familiale.

Dons et contributions financières : il s'agit des cotisations ainsi que des dons et produits de mécénat perçus de fondations ou d'entreprise.

## 10. Engagements de retraite

Les usages de l'association prévoient le versement d'indemnités de départ à la retraite. Il n'a pas été signé d'accord particulier. L'engagement total évalué avec des coefficients de probabilité de présence à terme, de mortalité et d'actualisation a été chiffré à 25 644,95 €.

## 11. Déclaration des dons

En 2023, 27 reçus fiscaux ont été délivrés pour un montant total de 2 680 € en contrepartie des cotisations, dons et produits de mécénat perçus sur l'exercice.

## 12. Fonds propres

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 2023 il a été décidé de la création d'une réserve de solvabilité. Le résultat bénéficiaire sera affecté annuellement à hauteur minimum de 10% avec un maximum de 50%.

L'Assemblée Générale Ordinaire a convenu d'affecter le résultat 2022 à hauteur de 10% à la réserve de solvabilité, cette dernière se monte à 4 371 €.

## **D. AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS**

Au niveau social, l'association a versé sur le mois de mars et de décembre une prime de partage de la valeur pour un montant total de 66 157 €.

Au niveau de l'activité, les prestations facturées liées aux interventions scolaires, aux formations, aux ateliers sont en augmentation. Ceci reste principalement imputable à la facturation vers France Travail de prestations de formation.

Il faut également noter l'augmentation des projets réalisés en lien avec la Fédération Régionale des CIDFF du Grand Est.

L'accompagnement des aidant.e.s issu de la Conférence des Financeurs débuté en 2020 par le biais du Bureau d'Accompagnement Individualisé des Aidant.e.s a pu se poursuivre en 2023 par le biais des financements de la Conférence des Financeurs AG2R Arpège et AG2R La Mondiale. Le soutien de la Conférence des Financeurs nous permettra de poursuivre l'action jusqu'en septembre 2024.

Il est également à noter qu'une convention d'une durée de 18 mois a été signée en janvier 2024 avec AG2R La Mondiale.

Cependant, il est difficile de trouver des financements de droit commun pour pérenniser cette action malgré les demandes en hausse.

En 2023, l'Accompagnement Social Individuel + financé par la Collectivité européenne d'Alsace a vu son financement augmenter. En effet, suite à l'appel à projet « Insertion et accès à l'emploi des brSa » 75 nouveaux accompagnements ont été attribués au CIDFF sur le secteur de Brumath et de la Basse Zorn. Cette augmentation du nombre des suivis a nécessité le recrutement d'une chargée d'insertion sociale.

L'année a également été l'objet de quelques inquiétudes.

Tout d'abord au sujet de notre action concernant l'« Accompagnement professionnel de bénéficiaires du RSA diplômé.e.s » cofinancée par le FSE+. Divers facteurs, dont le départ de nos interlocutrices habituelles, ont entraîné un retard dans la phase d'instruction et de traitement des demandes. Le dossier déposé en 2023 a été pris en charge en juin 2024 et pourra faire l'objet, au mieux, d'un premier versement d'acompte en fin d'année 2024.

Nous avons également constaté une très importante diminution (-79%) de notre subvention allouée par le Fond Interministériel de la Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation dans le cadre de l'« Action de prévention contre la radicalisation » menée dans les quartiers de l'Elsau, la Meinau et le Neuhof en collaboration avec l'ASTU.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023 un nouveau cabinet d'expertise-comptable a été missionné, la présentation des comptes sera dorénavant en adéquation avec les états de synthèse du plan comptable des associations

A la date d'arrêté des états financiers au 31 décembre 2023, l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de la structure à poursuivre son exploitation.